

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 483 du 19.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

1-1 Abdel Bari Atwan : Conférence de Durban : une opportunité manquée ?

1-2 Alison Weir : La «collecte d'organes» israélienne : une nouvelle «diffamation sanglante» ?

1-3 Le Talmud, n'incrimine nullement le pillage des organes des non juifs.

1-4 Fethi Gharbi : Tsahal, une armée qui insuffle la vie... ?

1-5 Daniel Lange/Levitsky : Des Juifs affrontent le sionisme.

1-6 Le blocus contre la bande de Gaza : une profonde crise humanitaire.

1-7 Jean-Marie : Boycott d'Israël - le monde bouge !

1-8 Paul Craig Roberts : Pourquoi pas des sanctions contre Israël ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Abdel Bari Atwan : Conférence de Durban : une opportunité manquée ?

Analyse de la Conférence d'Evaluation de Durban

Abdel Bari Atwan : « Israël a été démasqué, en dépit de la protection des pays occidentaux »

Abdel Bari Atwan, journaliste palestinien bien connu et rédacteur-en-chef du quotidien (en langue arabe) Al-Quds al-Arabi édité à Londres, a fait part à Silvia Cattori de son analyse de la Conférence d'Evaluation de Durban (tenue à Genève). Cette interview a été réalisée à Genève, le 23 avril 2009.

Silvia Cattori : Alors, cette Conférence de Durban : une opportunité manquée ?

Abdel Bari Atwan : Je pense, personnellement, que Durban II a été une énorme déception, parce qu'elle n'a pas abordé les problèmes fondamentaux. C'est la diplomatie qui a prévalu. L'Occident et les Etats-Unis, en

particulier, ont réussi à prendre la conférence en otage ; ils en ont dévié l'angle de vue.

Durban II avait commencé comme une force puissante dressée contre le racisme. Mais que s'est-il passé ? En raison de la pression des Etats-Unis et d'Israël, la conférence a été déviée. Nous pouvons observer que le « communiqué » final de cette conférence n'est qu'une version édulcorée, et même « édentée » du « communiqué » initial, et qu'il ne cite aucun Etat coupable en particulier.

Personnellement, j'espérais que cette conférence adopterait une position forte de condamnation de l'agression israélienne contre Gaza, qu'elle condamnerait le racisme israélien, l'apartheid israélien. Mais que s'est-il produit ? A cause des pressions des Etats-Unis, d'Israël et des pays européens visant à imposer un boycott de la conférence, le « communiqué » final s'est avéré totalement creux et extrêmement vague.

J'ai par ailleurs été choqué de voir la délégation palestinienne céder aux pressions, quand les délégations arabes ont obtempéré, acceptant de ne faire aucune référence à Israël, et en particulier à Israël en sa qualité de pays raciste.

Aussi suis-je réellement déçu, et je reconnais que je suis réellement reconnaissant envers Ahmadinejad, car il a rappelé à tout le monde les véritables problèmes, et spécialement le racisme israélien. Ainsi, en l'absence d'Ahmadinejad, Israël n'aurait même pas été mentionné, et il n'aurait pas été accusé de perpétrer des atrocités contre les Palestiniens.

Il y a un autre point, que je voudrais mentionner : j'ai été déçu de voir les Arabes, et en particulier les Palestiniens, faire toutes ces concessions, omettre toute référence à Israël dans le « communiqué » final, sans avoir strictement rien gagné [en échange], sans même avoir obtenu que les Etats-Unis et Israël daignent participer à la conférence. Ils avaient pourtant consenti à ces concessions à seule fin de persuader les Etats-Unis et Israël d'être présents, en vain..

Pour quelle raison, en réalité ? Je pense qu'au contraire, dès lors qu'ils avaient réalisé que les Américains n'assisteraient pas, que les Israéliens ne viendraient pas, que les Canadiens ne viendraient pas, ils auraient dû insister sur le fait que le communiqué final aurait dû comporter une condamnation énergique du racisme israélien à l'encontre des Palestiniens.

Silvia Cattori : Ainsi, vous n'êtes pas d'accord avec ceux des Palestiniens qui estiment que le président Ahmadinejad a été battu aux points par Israël ?

Abdel Bari Atwan : Non. Je ne suis pas d'accord avec ces Palestiniens-là, les ainsi dits « Palestiniens modérés ». Qu'a fait Ahmadinejad ? Il a rappelé à tout un chacun le racisme d'Israël.

Je pense, personnellement, que le Président palestinien Mahmoud Abbas aurait dû être là, et dire ce qu'Ahmadinejad a dit. Et même en des termes encore plus forts, parce qu'il sait, lui, ce que les Israéliens sont en train de faire, en construisant leurs colonies, leur mur d'apartheid, et qu'ils ont perpétré des massacres à Gaza. Il aurait même dû, en réalité, dénoncer le fait que les Palestiniens ont fait toutes ces concessions, alors qu'ils n'ont rien reçu d'autre, en échange, que davantage de colonies, davantage de check-points militaires, encore plus d'humiliations.

Je pense qu'Ahmadinejad a eu un succès extraordinaire. Il a dit tout haut ce que pensent nombre de Palestiniens, d'Africains, d'Arabes, de musulmans et d'Européens.

Silvia Cattori : Tout analyste honnête ayant effectivement lu l'allocution de M. Ahmadinejad ne saurait considérer celle-ci comme « violente », « antisémite » ou quoique ce soit de ce genre. Mais il s'avère, au contraire, que les Etats et les médias occidentaux ont réussi, une fois de plus, à travers leur propagande de dénigrement du Président iranien, à isoler l'Iran, tout en faisant un cadeau à Israël ?

Abdel Bari Atwan : Voyez-vous, ce qu'Ahmadinejad a déclaré était extrêmement factuel. Il a dit clairement qu'Israël a été créé sur le dos du peuple palestinien. C'est une donnée de fait. Tout ce qu'il a dit, ce sont des réalités factuelles. Il nous a rappelé ce qui s'est passé, non pas deux millénaires en arrière, mais seulement soixante ans. Et je suis une des victimes de ce genre d'énorme erreur historique.

Ainsi, de fait, si les Européens qui se sont retirés de la conférence ont boycotté le discours de M. Ahmadinejad, c'est parce qu'ils avaient honte ; parce que M. Ahmadinejad leur a remis en mémoire leurs crimes contre l'humanité, leurs crimes contre les Palestiniens. C'est pour cela, qu'ils sont partis..

Les juifs n'ont pas été persécutés par nous, les Palestiniens et les Arabes. Ce sont des Européens qui les ont massacrés, notamment en les gazant. Ainsi, M. Ahmadinejad leur a remis en mémoire leur culpabilité : c'est pour ça, qu'ils sont partis.

Il y a un autre point que je voudrais soulever ici : les Européens nous ont chapitré, depuis soixante ans, parce que nous boycottons les Israéliens, parce que nous refusons de nous asseoir avec eux : « Vous n'êtes pas civilisés, vous êtes dans votre tort : vous devriez vous asseoir avec les Israéliens, mettre votre cause sur la table, discuter avec eux. En les boycottant, vous êtes les perdants ! » Ils ne cessaient de nous bassiner avec ça. Aujourd'hui, en revanche, ils prêchent quelque chose de complètement différent.

Aussi ai-je été choqué, parce qu'ils prêchaient une chose, et faisaient autre chose ; ils nous disaient de faire telle chose, et ils sont en train de faire quelque chose de totalement différent. Le troisième point qui m'a réellement mis en colère, dans leur décision de se retirer de la conférence, est que, quand, nous, nous protestions contre des caricatures extrêmement offensantes pour le Prophète Mahomet, ils nous disaient : « Pourquoi faites-vous ça ? C'est la liberté d'expression : tout le monde a le droit d'exprimer son point de vue. Vous ne devriez pas protester de la sorte. »

Et aujourd'hui, c'est aussi la liberté d'expression ! Voici un homme qui exprime son point de vue ; il retrace l'histoire. Il n'est pas en train de nier l'Holocauste, en aucune manière ; il n'a pas, par exemple, nié que les juifs aient été persécutés. Non : il s'est contenté de rappeler des faits historiques. Alors, pourquoi cela n'est-il pas

considéré comme relevant de la liberté d'expression ?

Silvia Cattori : Avez-vous été choqué de voir la délégation française donner le signal du départ de la salle aux délégations d'autres pays européens ?

Abdel Bari Atwan : Bien entendu, cela m'a énormément choqué. De fait, j'étais désappointé. Je pense que c'est là une preuve d'hypocrisie. L'Occident est hypocrite. Les Occidentaux disent des choses dont ils ne croient pas un traître mot. Aussi ne suis-je plus enclin à accepter un quelconque laïus occidental sur la démocratie ou les droits de l'homme, le respect de la religion, ou la liberté d'expression. Ces gens vendent des pommes gâtées : je n'ai nulle envie d'en acheter.

J'ai envie de leur demander : « Pourquoi vous retirez-vous ainsi ? » Laisser cet homme parler et puis répondez-lui ! S'il a dit quelque chose d'erroné, corrigez-le, mais restez !

Ahmadinejad a dit que le peuple palestinien a été carrément chassé de son pays : c'est le cas. Il a dit qu'Israël a été créé au détriment des Palestiniens : c'est le cas. Il a dit que ce sont les Européens qui ont persécuté les juifs : exact ! Alors, qu'y a-t-il à redire, à cela ? Mais parce qu'ils sont à court d'arguments, parce qu'ils sont incapables d'amener des faits qui démentissent ces réalités, ils sont partis. Parce que ce sont des lâches, tout simplement.

Silvia Cattori : Ceux qui ont travaillé dur afin de saboter cette conférence ont donc réussi ?

Abdel Bari Atwan : La conférence a été sabotée par les Etats-Unis, par la France, par Israël, par des Etats européens, et ils s'étaient mis d'accord à cette fin ; c'est ce qui a fait que vingt-trois pays se sont, de fait, retirés de la conférence. Quand ils ont quitté la salle au beau milieu du discours d'Ahmadinejad, c'était quelque chose d'orchestré, c'était une action préméditée. Pour la France et consorts, c'est la honte !

Silvia Cattori : Il est évident désormais que les organisations juives avaient commencé depuis bien longtemps à prôner un boycott de Durban II. Ainsi, par exemple, le président français (désolée : le président de la France), Nicolas Sarkozy, a nommé un pro-israélien notoire, François Zimeray, au poste d'ambassadeur chargé des « droits de l'homme ». Soutenu par le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, il s'est montré beaucoup plus soucieux de la protection des intérêts israéliens que de justice pour les victimes d'Israël. A votre avis, cette diplomatie brutale et biaisée de la vieille école peut-elle être efficiente ?

Abdel Bari Atwan : Non. Plus maintenant. Ils se font des illusions. Ils ont peut-être, cette fois-ci, réussi à berner les Palestiniens, les Arabes, les musulmans. Mais ils ne réussiront jamais à atteindre leurs objectifs, parce qu'en fin de compte, Israël a été démasqué.

Ahmadinejad a réussi à faire ce que le communiqué final a été incapable de faire. Il a réussi à contourner la manipulation ; il a généré un intérêt médiatique énorme. Et grâce à ça, les gens, dans le monde entier, savent que les représentants français, les pays occidentaux voulaient modifier le cours de l'histoire. Et aujourd'hui, les médias occidentaux n'ont plus la prépondérance : aujourd'hui, nous avons Al-Jazeera en arabe, nous avons Al-Jazeera en anglais, nous avons Internet, et nous avons des blogs. Ici, les gens vont se réveiller. Nous voyons d'ailleurs à un tas de signes que les Européens ne gobent plus cette propagande de caniveau. Un tas de changements sont en train de se produire. Ahmadinejad était sans doute haï par ces gouvernements-là. Mais au Moyen-Orient, dans le monde musulman, on voit désormais en lui un héros.

Silvia Cattori : Il n'a donc pas fait d'erreur ?

Abdel Bari Atwan : Non. Aucune. L'homme s'est montré très retenu ; il a énoncé des faits, uniquement des faits. Il n'a eu recours à aucun effet de manche. Il n'a rien dit de strictement nouveau ; il a dit ce que l'Onu a dit quand il a considéré que le sionisme est un mouvement raciste (en 1975). Quand l'Onu était encore l'Onu, quand les Arabes étaient encore des Arabes, les Nations unies considérèrent qu'Israël était un Etat sioniste, un Etat raciste. Aujourd'hui, du simple fait que l'Onu n'est qu'un des services parmi d'autres de l'administration américaine, elle n'est pas indépendante. Ils ont omis cette référence au sionisme en tant que mouvement raciste, mais cela ne pourra pas durer éternellement.

L'année dernière, le président de l'Assemblée générale de l'Onu a dit qu'Israël est un Etat raciste. Il a dit que le sionisme est un mouvement raciste. Alors, pourquoi la conférence de Durban II ne l'a-t-il pas dit ? Pourquoi l'Assemblée générale de l'Onu l'a dit, alors que Durban ne peut pas le dire ? Je pense que c'est du sabotage, c'est une distorsion de l'histoire, et je pense qu'en réalité, Israël a été mis à nu, en dépit de la protection que lui apportent certains pays occidentaux.

Silvia Cattori : Des organisations juives étaient présentes, en grand nombre, à Genève. Leurs militants ont fait beaucoup de chahut ; leurs accusations d'« antisémitisme » et de « négationnisme » ont été largement reprises par les médias. Le Président de la Confédération helvétique, M. Hans-Rudolf Merz, avait eu une attitude très correcte et respectueuse durant la visite du président iranien. Mais la propagande sioniste a poussé notre ministre des Affaires étrangères, Mme Micheline Calmy-Rey, à changer d'avis ; elle a, en définitive, condamné en des termes très durs la déclaration de M. Ahmadinejad. N'est-ce pas là le signe que le lobby pro-israélien a réussi dans ses tentatives d'effrayer les personnalités politiques ?

Abdel Bari Atwan : Les médias ont terrorisés les personnalités politiques dans ce pays, la Suisse, et ils les ont terrorisés dans les pays d'Europe ; cela tient au fait que la plupart des médias sont contrôlés par le lobby israélien. Et c'est d'ailleurs le problème. C'est vrai, les médias sont coupables, mais je pense que cela ne sera pas éternellement le cas.. Ce chantage exercé sur les médias par les lobbies sionistes se sont avérés contreproductifs, en ce qui concerne l'Occident, parce que ces médias ont trompé la population.

Le système capitaliste est en train de s'effondrer ; pourquoi sommes-nous dans la panade, financièrement ? Tout simplement à cause de la guerre en Irak, à cause de la guerre en Afghanistan, à cause du soutien apporté aux agressions israéliennes au Liban et dans la bande de Gaza. L'Occident doit se réveiller et dire aux Israéliens : ça suffit ! Vous ne pouvez pas continuer, ainsi, à nous bousiller la vie. Israël est un fardeau moral et sécuritaire pour

l'Occident, qui devrait s'en débarrasser au plus vite ; sinon, l'Occident devra acquitter un prix en cre plus élevé, à l'avenir.

Silvia Cattori : Cela signifie-t-il que l'Etat israélien peut poursuivre son épuration ethnique et ses massacres de Palestiniens ?

Abdel Bari Atwan : Cela leur donne assurément un feu vert. En protégeant Israël contre toute condamnation, en occultant la responsabilité et les atrocités d'Israël, ses crimes, ses massacres contre les Palestiniens. Cela aura des conséquences désastreuses pour l'Occident, et cela encouragera Israël à commettre encore plus de massacres. Mais Israël est rattrapé par le temps ; il en va de même en ce qui concerne l'Occident.

Il faut, comme l'on dit, qu'ils se réveillent, parce que le monde change, parce que le Moyen-Orient est en train de changer. Ils n'ont plus l'argent qu'ils avaient l'habitude d'avoir, il y a peu. Ils n'ont plus la foi qu'ils avaient naguère. Aujourd'hui, Israël et l'Occident ont besoin des Arabes, ils ont besoin des musulmans ; ils ont été vaincus en Iraq, et ils vont l'être en Afghanistan, et ils vont être battus en Palestine.

Le Président Bush a dit : « Mission accomplie ! », à propos de l'Irak... Et, aujourd'hui, que voit-on ? Obama cherche à se retirer aussi rapidement que possible afin de limiter les pertes. Bush avait clamé qu'il avait réussi à faire le boulot, en Afghanistan. Or, aujourd'hui, les Taliban contrôlent plus des neuf dixièmes de l'Afghanistan et ils sont en train de se chercher une voie leur permettant de sortir de Kaboul. De plus, aujourd'hui, ils n'ont plus d'argent, ils sont confrontés à des problèmes d'immigration à partir de l'Afrique, et leur système bancaire est en train de s'effondrer.

Il faut qu'ils se réveillent, et la plupart de leurs problèmes proviennent de ces gouvernements qui sont contrôlés par les lobbies israéliens. Aussi doivent-ils ouvrir les yeux et dire aux dits lobbies : « Vous êtes en train de nous détruire, vous êtes en train de saper nos intérêts, et vous êtes en train de détruire Israël tel qu'il existe. Vous devez changer. Aussi, j'espère que ce message passera.

A Durban II, Israël n'a pas gagné. Il est inexact de dire, par ailleurs, qu'il aurait réussi à faire retomber la responsabilité de la désorganisation sur Ahmadinejad. Il y a quelqu'un, qui est en train de planquer la poussière sous le tapis. Ils s'acharnent à ne vouloir voir que leur propre visage dans le miroir. Ils croient à leurs propres bobards. Ils sont incapables de voir que le monde a fait preuve de beaucoup de sympathie à l'égard d'Ahmadinejad. Celui-ci a dit ce que beaucoup de gens auraient dû dire, lors de cette conférence.

Les médias sont en train d'y laisser des plumes. Ils ne sont plus aussi efficaces que par le passé. Ils n'ont plus leur contrôle habituel. CNN n'est plus l'unique chaîne de télévision d'ampleur planétaire. Reuters n'est plus la seule agence d'information dans le monde. Aujourd'hui, il y a d'autres sources médiatiques. Aujourd'hui, les médias se battent pour leur survie. Le rôle que les médias ont joué au service des intérêts sionistes n'est plus aussi efficace que par le passé. Il est peut-être encore important, mais moins qu'avant ; et il est en train de perdre petit à petit de son influence. L'Occident, lui aussi, est en train de perdre de son influence, graduellement, parce que, comme je l'ai dit, il y a des pouvoirs en train d'émerger, aujourd'hui. La Russie est de retour, l'Inde, le Brésil et la Chine sont en train d'émerger. Les Etats-Unis n'ont plus le contrôle total qui était le leur hier. Aussi tout cela va-t-il avoir des effets dévastateurs pour Israël et pour le racisme, à l'avenir.

Silvia Cattori : Dans son intervention, l'ambassadeur de Chine a critiqué ceux qui refusent de reconnaître leur responsabilité, ainsi que les « médias qui diffament les religions et les ethnies ». Les hommes politiques européens ne feraient-ils pas mieux de prendre en compte le fait que la Chine - et la Russie - pourraient être d'excellents partenaires, dans la création d'un monde multilatéral ?

Abdel Bari Atwan : Les Chinois y voient clair. Ils ne veulent pas d'affrontement avec les Américains ; ils ne veulent pas non plus d'affrontement avec les Israéliens, tant qu'ils n'auront pas consolidé leur propre puissance. Ils sont en train de bâtir leur économie, leur puissance militaire, leur place dans le monde et sur la scène internationale ; aussi veulent-ils éviter tout affrontement actuellement. Et ils savent que les Etats-Unis sont en train de perdre leur puissance, progressivement. Aussi sont-ils en train d'attendre que le fruit pourri américain tombe dans leur giron. S'ils recourent au langage diplomatique, aujourd'hui, c'est tout simplement parce qu'il n'est pas dans leur intérêt d'avoir une confrontation avec les Etats-Unis.

[Abdel Bari Atwan](#)

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

1-2 Alison Weir : La «collecte d'organes» israélienne : une nouvelle «diffamation sanglante» ?

La semaine dernière, le quotidien suédois le plus largement diffusé a publié un article renfermant une information choc : des témoignages et des preuves circonstanciées indiquant que des Israéliens ont pu collecter des organes vitaux sur des prisonniers palestiniens sans leur consentement, depuis de nombreuses années.

Mais il y a pire : certaines des informations dont il est fait état dans cet article suggèrent que dans certains cas, des Palestiniens pourraient avoir été capturés précisément à cette fin macabre.

Dans l'article, « Nos enfants ont été pillés de leurs organes », le journaliste chevronné Donald Boström écrit que les Palestiniens « *nourrissent de forts soupçons contre Israël, qui aurait capturé des hommes jeunes afin de s'en servir de réserves à organes pour ce pays – c'est là une accusation extrêmement grave, qui pose suffisamment de points d'interrogation pour que la Cour Internationale de Justice diligente une enquête sur d'éventuels crimes de guerre* » [1].

Une armée de responsables gouvernementaux israéliens et d'apologistes d'Israël sont immédiatement montés

sur leurs grands chevaux, qualifiant tant Boström (le journaliste) que le rédacteur en chef de son journal d' « antisémites ». Le ministre israélien des Affaires étrangères aurait été « ébahi » par la lecture de cet article, qu'il a qualifié de « *pamphlet démoniaque de diffamation sanglante* ». Un responsable israélien l'a, quant à lui, qualifié de « *pornographie haineuse* ».

La revue (juive américaine, ndt) *Commentary* a écrit que ce reportage n'était « *que la partie émergée de l'iceberg de la haine anti-israélienne stipendiée et sponsorisée en Europe* ». Beaucoup de commentateurs ont fait le lien entre l'article et les « *diffamations sanglantes* » moyenâgeuses (ces récits largement réfutés selon lesquels les juifs tuaient des gens afin d'utiliser leur sang dans certains de leurs rituels religieux). Il n'est pas jusqu'à certains auteurs pro-palestiniens qui ne se soient joints à la meute des critiques, exprimant leur scepticisme.

Le fait est, toutefois, que des preuves étayées de trafics et de vols d'organes tant publics que privés, ainsi que des allégations de méfaits encore pires, ont fait l'objet de reportages largement diffusés, depuis des années.

Dans un tel contexte, les accusations venues de Suède sont bien plus plausibles qu'en son absence ; elles laissent entendre qu'une enquête pourrait fort bien révéler des informations fracassantes.

Nous citons ci-après quelques exemples d'informations précédentes relatives à cette question.

La première transplantation cardiaque réalisée en Israël

La toute première transplantation cardiaque – historique – réalisée en Israël a consisté à implanter un cœur prélevé sur un patient encore en vie, sans avoir recueilli le consentement (ni d'ailleurs seulement consulté) ses proches.

C'est ainsi qu'en décembre 1968, un homme du nom d'Avraham Sadegat (le *New York Times* le nomme erronément A. Savgat) [2] est décédé deux mois après une attaque cérébrale, bien qu'il ait été indiqué à ses proches qu'il « *allait bien* ».

Après avoir, dans un premier temps, refusé de remettre son corps, l'hôpital israélien où cet homme avait été soigné finit par rendre sa dépouille à ses proches. Ceux-ci découvrirent alors qu'il avait la partie supérieure du corps entourée de bandages : chose étrange, pensèrent-ils immédiatement, pour quelqu'un décédé des suites d'une attaque cérébrale...

Ils décidèrent de défaire les bandages. Ils découvrirent alors que la cavité pulmonaire de leur proche avait été bourrée de bandages, et qu'il n'avait plus de cœur.

Sur ces entrefaites, la transplantation cardiaque israélienne, qui occupait toutes unes des journaux, avait été réalisée. Après avoir encaissé le choc, l'épouse et le frère du défunt commencèrent à faire le rapport entre les deux événements, et ils exigèrent des explications.

Au début, l'hôpital a nié que le cœur de M. Sadegat ait été utilisé dans la sensationnelle transplantation cardiaque. Mais la famille a suscité une tempête médiatique, et elle a porté plainte, en fin de compte, contre trois ministres. Enfin, après plusieurs semaines, et après que la famille eut signé un document par lequel elle s'engageait à retirer sa plainte, l'hôpital avoua que c'était bien le cœur de M. Sadegat qui avait été utilisé pour la transplantation.

L'hôpital expliqua qu'il s'était prévalu de la loi israélienne, qui permettait à ce que des organes soient prélevés y compris en l'absence de consentement de la famille [3]. (La Convention des Nations Unies contre le crime transnational organisé inclut l'extraction d'organes dans sa définition de l'exploitation d'êtres humains).

Les soupçons que l'enlèvement du cœur de M. Sedagat ait pu être à l'origine de son décès n'ont fait l'objet d'aucune investigation.

Déclaration du directeur de la médecine légiste au sujet d'organes manquants

Un article publié en 1990 par le *Washington Report on Middle East Affairs*, intitulé « *Autopsies et exécutions* », sous la plume de Mary Barrett, fait état de massacres grotesques de jeunes Palestiniens. Il comporte une interview du Dr Hatem Abu Ghazaléh, ancien responsable de la Santé pour la Cisjordanie sous administration jordanienne, et directeur de la médecine légale et des autopsies.

Mary Barrett l'interroge au sujet « *de l'anxiété largement répandue au sujet de vols d'organes, qui s'est emparée de Gaza et de la Cisjordanie depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987* ».

Voici la réponse du Dr Hatem Abu Ghazaléh :

« *Des indications existent que, pour une raison ou une autre, des organes, en particuliers des yeux et des reins, ont été prélevés sur les corps [des jeunes Palestiniens victimes de « Tsahal », ndt] durant la première année, ou un peu plus, de l'Intifada. Les informations à ce sujet étaient tellement nombreuses, et fournies par des personnes tellement crédibles, qu'il est impossible que rien de tel ne se soit passé. Si quelqu'un est abattu d'une balle dans la tête et qu'on ramène son corps chez lui dans un sac en plastique, sans plus aucun organe interne, les gens vont se poser des questions, non ?* » [4]**La mystérieuse mort d'un Ecossais**

En 1998, un Ecossais, M. Alistair Sinclair, mourait dans des circonstances plus que bizarres, tandis qu'il était en garde à vue à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv.

Sa famille fut informée de son décès et, d'après un article publié dans *J Weekly*, « *... elle a déclaré qu'il avait fallu à ses membres trois semaines pour réunir les 4 900 dollars nécessaires pour faire rapatrier le corps de M. Sinclair par avion. Le frère d'Alistair a dit que les Israéliens proposaient avec insistance une autre option : enterrer M. Sinclair dans un cimetière chrétien en Israël, pour un coût d'environ 1 300 dollars* ».

Mais la famille réussit à réunir l'argent et à rapatrier le corps, après quoi elle demanda qu'il fût autopsié à la Faculté de Médecine de Glasgow. Il s'avéra que le cœur, ainsi qu'un petit os du cou de M. Sinclair manquaient. C'est alors que l'Ambassade de Grande-Bretagne à Tel Aviv porta plainte contre l'Etat d'Israël.

Voici ce qu'écrit le J Weekly :

« Un cœur ayant prétendument appartenu à M. Sinclair fut rapatrié en Grande-Bretagne (suite à cette plainte), gratuitement. James Sinclair voulut que l'Institut Médico-légal israélien prenne financièrement en charge un test à l'ADN afin de confirmer que ce cœur était effectivement celui de son frère. Mais le directeur dudit Institut, le Pr Yehuda Hiss refusa, invoquant le prix, à ses yeux prohibitif, estimé à 1 500 dollars par certaines sources. »
En dépit de requêtes répétées de l'Ambassade britannique de rapports des pathologistes et de la police israéliens, les autorités israéliennes refusèrent de transmettre tout document de ce type [5, 6, 7].

Des responsables du gouvernement israélien soulèvent la question

Le journaliste palestinien Khalid Amayréh écrit, dans un article publié dans CCUN :

« En janvier 2002, un ministre israélien a admis tacitement que des organes prélevés sur les corps de victimes palestiniennes ont pu être transplantés sur des patients juifs, à l'insu de leur famille. »
« Le ministre (israélien) Nessim Dahan a déclaré, répondant à une question d'un député arabe à la Knesseth, qu'il n'était pas en mesure de démentir ni de confirmer que des organes eussent été prélevés sur des jeunes et des enfants palestiniens tués par l'armée israélienne, à des fins de transplantation ou de recherche scientifique. »
« Je ne suis pas en mesure de démentir formellement que quelque chose dans le genre ait pu avoir lieu ». M. Amayréh écrit ensuite que le député à la Knesseth qui avait posé cette question a déclaré « avoir reçu des preuves crédibles démontrant que des médecins de l'institut médico-légal d'Abu Kabir avaient prélevé des organes vitaux tels que le cœur, les reins et le foie, sur les corps de jeunes et d'enfants palestiniens tués par l'armée israélienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie » [8].

Un pathologiste-en-chef israélien licencié pour vol d'organes humains

Durant plusieurs années circulèrent des allégations selon lesquelles le pathologiste le plus en vue d'Israël volait des organes humains. En 2001, la radio nationale israélienne révélait ceci :

« ... les parents du soldat Ze'ev Buzgallo, tué dans un accident, lors d'exercices militaires sur les Hauteurs du Golan, sont en train de faire signer une pétition destinée à la Haute Cour de Justice, afin de réclamer la suspension immédiate du Dr Yehuda Hiss et que des charges criminelles soient portées à son encontre. Hiss est le directeur de l'Institut médico-légal d'Abu Kabir. D'après les parents [de Ze'ev Buzgallo], le corps de leur fils a été utilisé pour des expériences médicales sans leur consentement. Or, ces expérimentations avaient été autorisées par le Dr Hiss. » [9]

En 2002, toujours la radio nationale israélienne :

« La révélation de la présence d'organes humains stockés illégalement à l'Institut médico-légal d'Abu Kabir a amené le député à la Knesseth Anat Maor, président de la Commission des Sciences, à exiger la suspension immédiate du directeur, le Professeur Yehuda Hiss. »

La mort d'Alistair Sinclair avait déjà alerté les autorités quant à la malversation de Hiss en 1998. Toutefois, rien n'avait été fait, pendant des années. La revue *The Forward* a écrit, à ce sujet :

« En 2001, une enquête diligentée par le ministère israélien de la Santé a démontré que Hiss était impliqué depuis des années dans le prélèvement d'organes tels que des jambes, des ovaires et des testicules, sans autorisation des proches, lors d'autopsies, et qu'il vendait ces organes à des écoles de médecine, où ils servaient dans le cadre des enseignements. Il avait été nommé pathologiste en chef en 1988. Hiss n'avait jamais été accusé d'un quelconque crime. Mais en 2004, il avait dû renoncer à diriger la morgue nationale, à la suite d'années de plaintes à son encontre. » [10]

Récolte de reins dans des populations indigentes

D'après *The Economist*, un racket de reins a été florissant en Afrique du Sud, entre 2001 et 2003. « Les donateurs étaient recrutés au Brésil, en Israël et en Roumanie, avec des offres allant de 5 000 à 20 000 dollars : visite de Durban et don de rein tout compris... Les 109 receveurs, presque tous Israéliens, payèrent chacun jusqu'à 120 000 dollars leur « séjour transplantation » ; ils prétendirent qu'ils étaient parents des donneurs et qu'il n'y avait eu aucun transfert financier. » [11]

En 2004, une commission parlementaire brésilienne indiquait qu' « au minimum trente Brésiliens avaient vendu leurs reins à un réseau international de trafic d'organes humains, pour des transplantations réalisées en Afrique du Sud, Israël fournissant l'essentiel du financement. »

D'après une dépêche de l'Inter Press Service (IPS) : « Les receveurs étaient principalement des Israéliens. Ceux-ci perçoivent des remboursements de la sécurité sociale israélienne allant de 70 000 à 80 000 dollars pour des procédures médicales vitales effectuées à l'étranger. »

L'agence IPS poursuit :

Les [« donneurs »] brésiliens étaient recrutés dans les quartiers les plus déshérités du Brésil, on les payait 10 000 dollars pour un rein, mais, « tandis que l'« approvisionnement » s'accroissait, ces paiements diminuaient, jusqu'à tomber aussi bas que les 3 000 dollars. » Ce trafic avait été organisé par un officier de police israélien à la retraite, qui a indiqué « ne pas avoir pensé qu'il commettait un délit, étant donné que la transaction elle-même était considérée légale par le gouvernement de son pays, Israël ».

L'ambassade d'Israël [au Brésil, ndt] a publié un communiqué niant toute participation du gouvernement israélien à un trafic illégal d'organes humains, tout en indiquant que les citoyens israéliens, dans certains cas d'urgence, peuvent subir une transplantation d'organe à l'étranger « de manière légale et conformément aux normes

internationales en vigueur », avec le soutien financier de leur assurance médicale.

Toutefois, l'agence IPS rapporte que le président de la commission avait qualifié la position israélienne d' « *anti-éthique* », à dire le moins, ajoutant qu'un trafic ne peut voir le jour sur une échelle étendue que dès lors qu'existe une source importante de financement, telle que le système de santé israélien. Il a poursuivi, affirmant que les ressources fournies par le système de santé israélien avaient été « *un facteur déterminant* » dans l'entrée en fonctionnement de ce réseau [de trafic d'organes] [12].

Quand le chef d'un hôpital de Tel Aviv fait la promo du trafic d'organes...

A nouveau, l'agence IPS rapporte ce qui suit :

« *Nancy Scheper-Hughes, qui dirige le projet Organs Watch [de lutte contre le trafic d'organes humains, ndt] à l'université d'Etat de la Californie (Berkeley), a attesté devant la commission législative du Pernambouc qu'un trafic international d'organes humains avait commencé douze ans auparavant, qui avait été mis sur pied par Zacki Shapira, ancien directeur d'un hôpital de Tel Aviv.*

« *Shapira a effectué plus de trois-cents transplantations rénales, accompagnant, dans certains cas, ses patients à l'étranger, par exemple, en Turquie. Les receveurs sont des gens très aisés, ou disposant d'une très bonne assurance santé, et les « donneurs » sont des gens extrêmement pauvres d'Europe orientale, des Philippines et d'autres pays en voie de développement, a indiqué Mme Schper-Hughes, spécialiste d'anthropologie médicale.* »

Israël poursuit des trafiquants d'organes

En 2007, le quotidien israélien *Ha'aretz* indiquait que deux hommes avaient avoué « *avoir œuvré à persuader des Arabes de Galilée et du centre d'Israël, qui étaient handicapés mentaux ou souffraient de graves pathologies mentales, de se faire prélever un rein contre paiement* », après quoi, ces deux hommes refusaient de payer les « *donneurs* ».

L'article rapportait que ces deux hommes faisaient partie d'un cercle criminel comportant un chirurgien israélien. D'après l'acte de mise en examen, ce chirurgien vendait les reins qu'il récoltait entre 125 000 et 135 000 dollars [13].

Déjà, un peu auparavant, la même année, déjà, un autre quotidien israélien, *The Jerusalem Post*, avait écrit que dix membres d'un cercle de contrebandes d'organes israélien visant des Ukrainiens avaient été arrêtés [14].

Dans le cadre d'une autre affaire, toujours en 2007, le *Jerusalem Post* faisait savoir que « *le professeur Zaki Shapira, un des chirurgiens israéliens en vue dans le domaine des transplantations, avait été arrêté en Turquie, sur des suspicions d'implication dans un cercle de trafic d'organes. D'après l'article, les transplantations étaient arrangées en Turquie, et elles avaient lieu dans des cliniques privées d'Istanbul.* »

Le trafic israélien d'organe serait-il arrivé aux Etats-Unis ?

En juillet de cette année (2009, ndt), il n'est pas jusqu'aux médias américains qui n'eussent fait état de l'arrestation récente d'un certain Levy Yitzhak Rosenbaum, originaire de Brooklyn, par des policiers fédéraux, dans une grande rafle anti-corruption effectuée dans l'Etat du New Jersey, qui visait des maires, des hauts fonctionnaires et un certain nombre de rabbins éminents. Boström [le journaliste suédois, ndt] ouvre son article sur cet incident.

D'après la plainte du procureur fédéral, Rosenbaum, qui entretient des relations étroites avec Israël, a déclaré être impliqué dans la vente illégale de reins depuis dix ans. Un avocat général des Etats-Unis a expliqué : « *Son business consistant à inciter des personnes vulnérables à renoncer à un de leurs reins pour 10 000 dollars, alors que le même rein serait vendu à hauteur de 160 000 dollars* ». [15]

Il s'agit sans doute là de la première mention d'un trafic d'organes international avec des ramifications aux Etats-Unis.

L'anthropologue et expert du commerce d'organes humains de l'Université de Californie Nancy Scheper-Hughes, qui avait informé le FBI sur le cas de Rosenbaum, voici sept ans de cela, dit qu'elle a eu vent d'informations selon lesquelles il aurait menacé des « *donateurs* » en leur braquant le canon de son revolver sur la tempe, afin de s'assurer qu'ils donneraient effectivement suite à leur accord de « *faire don* » d'un de leurs organes [16].

La pénurie de donneurs en Israël Israël se distingue par un nombre extraordinairement faible de donneurs d'organes volontaires. D'après le site ouèbe *Ynet* (du quotidien israélien *Yediot Ahronot*), « *le pourcentage d'organes faisant l'objet d'un don chez les juifs est plus faible que tous ceux enregistrés dans les autres groupes ethniques... Dans les pays occidentaux, près de 30 % de la population est porteur d'une carte de donateur. En Israël, en revanche, 4 % seulement de la population possède de telles cartes.* [17].

« *D'après les statistiques du site ouèbe du ministère israélien de la Santé, en 2001, 88 Israéliens sont morts dans l'attente d'une transplantation en raison du manque d'organes disponibles. La même année, 180 Israéliens furent (pourtant) en état de mort cérébrale, et leurs organes auraient pu être utilisés à des fins de transplantation. Mais les proches de seulement 80 d'entre eux ont consenti au don de leurs organes.* »

D'après *Ynet* toujours, ce faible pourcentage de donateurs est dû à des « *raisons religieuses* ». En 2006, l'on assista à un tollé, un hôpital israélien connu pour sa stricte observance des lois juives ayant procédé à une transplantation utilisant un donneur israélien. La semaine d'avant, « *un incident similaire s'était produit, mais le patient n'étant pas juif, cela était passé inaperçu.* » [18, 19].

L'article suédois indique qu' « *Israël est sans cesse exposé à des tirs à boulets rouges en raison de son absence d'éthique en matière d'organes humains et de transplantations. La France fait partie des pays qui ont cessé toute*

collaboration dans ce domaine avec Israël, dans les années 1990. Le quotidien Jerusalem Post écrit que « l'on s'attend à ce que les autres pays européens suivent très bientôt l'exemple de la France ».

« La moitié des reins ayant été transplantés sur des Israéliens depuis le début des années 2000 ont été achetés illégalement en Turquie, en Europe orientale ou en Amérique latine. Les autorités sanitaires israéliennes sont parfaitement au courant de ce business, mais elles ne font strictement rien pour y mettre un terme. Lors d'une conférence consacrée à ce sujet en 2003, il a été démontré qu'Israël est le seul pays occidental (sic !) dont la profession médicale ne condamne pas le trafic illégal d'organes humains. Ce pays n'adopte aucune mesure juridique contre les médecins prenant part à ce business illégal – au contraire, les chefs de service des plus grands hôpitaux israéliens sont impliqués dans l'immense majorité des transplantations extrajudiciaires, indique le quotidien suédois Dagens Nyheter du 5 décembre 2003 ».

Afin de combler ce déficit en organes, l'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert, qui était à l'époque ministre de la Santé, avait organisé une grande campagne d'incitation aux dons, en été 1992, mais même si le nombre des donateurs avait connu une croissance impressionnante, les besoins continuaient à outrepasser grandement le nombre d'organes disponibles.

Augmentation des disparitions de Palestiniens

Boström, qui avait décrit tout cela dans son livre *Inshallah* publié en 2001 [20], écrit, dans son récent article retentissant :

« Alors que cette campagne incitative se déroulait, de jeunes hommes commencèrent à disparaître, dans des villages de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cinq jours après leur disparition, des soldats israéliens les ramenaient dans leur famille, sans vie et le corps ouvert du pubis au menton.

« Parler de ces corps, cela terrorisait les habitants des territoires (palestiniens) occupés. Des rumeurs circulaient d'une augmentation dramatique des disparitions de jeunes hommes, auxquelles faisaient suite des enterrements nocturnes de corps autopsiés. »

« A l'époque, j'étais dans la région ; je travaillais à un livre. A plusieurs occasions, j'ai été approché par des personnels de l'Onu, préoccupés par ce qu'il se passait. Les personnes qui m'ont contacté m'ont dit que des vols d'organes avaient lieu, c'était une certitude, mais qu'eux-mêmes étaient dissuadés de faire quoi que ce fût à ce sujet. Chargé d'une mission par une radio, j'ai alors voyagé partout, interviewant un grand nombre de familles palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et rencontrant des parents qui m'ont expliqué que leurs enfants avaient subi l'exérèse de leurs organes avant d'être tués. » Il décrit le cas de Bilal Ahmad Ghanan, âgé de dix-neuf ans, abattu par l'armée israélienne qui investissait son village.

« La première balle l'atteignit à la poitrine. D'après les villageois témoins de la scène, on lui a ensuite tiré une balle dans chaque jambe. Deux soldats israéliens ont alors dévalé en courant une pente, depuis un atelier de charpentier, tirant une balle dans l'estomac de Bilal. Enfin, ils l'ont tiré par les pieds, jusqu'en haut d'un escalier de vingt marches conduisant à l'atelier... Les soldats israéliens ont ensuite chargé Bilal, grièvement blessé, dans une jeep, et ils l'ont emmené à l'extérieur du village, où un hélicoptère de l'armée de l'air attendait. Le garçon fut emmené par cet hélicoptère vers une destination que sa famille ignorait. »

Cinq jours après, on le ramena, « mort et enveloppé dans un drap d'hôpital, de couleur verte ». Boström rapporte que tandis que le corps était descendu dans la tombe, sa poitrine se découvrit, et les témoins virent qu'il avait été grossièrement recousu de l'estomac à la tête. Boström écrit que ce n'était pas la première fois que des gens voyaient une telle chose.

« Les familles de Cisjordanie et de Gaza (que j'ai interviewées) avaient la quasi-certitude de savoir précisément ce qu'il s'était passé : « Nos enfants sont utilisés comme des donateurs d'organes non-volontaires », m'ont ainsi dit des proches de Khaled, originaires de Naplouse, ainsi que la mère de Raed, de Jénine, et les oncles de Mahmoud et de Nafes, de Gaza, qui, tous, avaient disparu un certain nombre de jours, pour n'être ramenés chez eux que nuitamment, morts et autopsiés ».

Pourquoi des autopsies ?

Boström relate les questions lancinantes que se posaient les familles :

« Pourquoi gardent-ils les corps jusqu'à des cinq jours avant de nous laisser les enterrer ? Qu'est-il arrivé à ces corps, durant tout ce temps ? Pourquoi procèdent-ils à des autopsies, contre notre volonté, dès lors que la cause du décès est évidente ? Pourquoi rendent-ils les corps uniquement de nuit ? Pourquoi le font-ils avec une escorte militaire ? Pourquoi toute la zone est-elle interdite, durant l'enterrement ? Pourquoi coupent-ils l'électricité ? »

La réponse d'Israël consistait à dire que tous les Palestiniens tués étaient autopsiés ; question de routine.

Toutefois, Boström fait observer que sur les 133 Palestiniens tués cette année-là, « seuls » 69 d'entre eux avaient fait l'objet d'une telle autopsie.

Il poursuit :

« Ce que nous savons c'est qu'Israël a un grand besoin d'organes et qu'il y a un vaste commerce illégal d'organes qui fonctionne depuis fort longtemps aujourd'hui, que les autorités israéliennes sont au courant et que les médecins occupant des fonctions de gestion dans les grands hôpitaux israéliens y participent, ainsi que des fonctionnaires, à divers niveaux. Nous savons aussi que des jeunes hommes palestiniens ont disparu, que leurs corps ont été restitués à leur famille au bout de cinq jours, de nuit, dans des conditions draconiennes de secret, grossièrement recousus après avoir été ouverts du pubis au menton.

« Il est plus que temps de faire la lumière sur ce business macabre, de braquer les PROJOS sur ce qu'il est en train

de se passer et sur ce qu'il s'est passé dans les territoires (palestiniens) occupés par Israël depuis le début de l'Intifada » [21].

Sommes-nous en présence de la « diffamation sanglante » édition 2009 ?

Lorsqu'on passe en revue les réactions à l'article de Boström, l'on est frappé par la multitude d'accusations selon lesquelles cet article serait une nouvelle version de la vieille « diffamation sanglante » antisémite. Ceci étant, il est intéressant d'examiner un ouvrage publié en 2007 par un éminent expert de l'histoire médiévale juive, et ce qu'il lui est advenu... L'auteur est Ariel Toaff, professeur à l'université Bar-Ilan (et rabbin). Il est le fils d'un ancien grand rabbin de Rome, un chef religieux si célèbre qu'un journaliste israélien a écrit que le père de Toaff « est à la juiverie italienne ce que la Tour Eiffel est à Paris ». Ariel Toaff est lui-même considéré comme « un des plus grands spécialistes de son domaine » [22-23].

En février 2007, les médias israéliens et les médias italiens débordaient (mais la plupart des médias américains ont peu ou prou négligé cette polémique) d'informations selon lesquelles le Professeur Toaff avait écrit un ouvrage intitulé « Pasque di Sangue » [Pâque Sanglante] [24] renfermant des preuves qu'il y a bien « une base factuelle à certaines des diffamations sanglantes contre les juifs, au Moyen Age ».

En se fondant sur trente-cinq années de recherches, Toaff était parvenu à la conclusion qu'il y a bel et bien eu quelques cas réels [de crimes rituels juifs, ndt], et possiblement un nombre non négligeable de ces incidents. Dans une interview accordée à un quotidien italien (l'ouvrage avait été publié en Italie), Toaff dit :

« Mes recherches montrent qu'au Moyen Age, un groupe de juifs fondamentalistes ne respectait pas l'interdit biblique et utilisait du sang à des fins thérapeutiques. Il ne s'agit que d'un petit groupe particulier de juifs, qui appartenaient à des communautés qui avaient souffert des persécutions les plus graves durant les Croisades. De ce traumatisme est né une passion pour la revanche, qui, dans certains cas, a conduit à des rétorsions telles que l'assassinat rituel d'enfants chrétiens » [25, 26].

Le Professeur Toaff fut immédiatement attaqué de toutes parts, il fut notamment l'objet de pressions orchestrées par le président de l'Anti-Defamation League Abe Foxman. Mais il tint bon sur ses positions et sur les résultats de ses trente-cinq années de recherches, annonçant :

« Je ne renoncerai pas à ma dévotion à la vérité et aux libertés académiques, même si le monde entier me crucifiait... Personne ne doit avoir peur de dire la vérité. »

Peu après, toutefois, sous des pressions publiques et privées incessantes, Toaff se parjura, retira son livre de la vente et promettait de donner tous les bénéfices qu'il en avait retirés (le livre s'était vendu comme des petits pains) à l'Anti-Defamation League de Foxman. Un an plus tard, il en publiait une « version révisée » [27].

L'expérience que traverse Donald Boström semble une redite de ce que le Professeur Toaff a subi : calomnies, vitupérations et diffamation. Boström a reçu des menaces de mort ; sans doute une expérience vécue par le Professeur Toaff, lui aussi.

Si Israël est innocent de ces accusations de pillage d'organes, ou si sa culpabilité est considérablement moindre que ce que suggèrent Boström et d'autres auteurs, il devrait accueillir avec soulagement des enquêtes honnêtes qui l'exonéreraient certainement de tout méfait. Mais ce à quoi nous assistons, c'est le contraire : le gouvernement israélien et ses thuriféraires s'activent à étouffer dans l'œuf tout débat et à écraser ceux dont ils considèrent manifestement menaçantes tant les questions que les déductions.

Au lieu de se plier aux demandes d'enquête, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu exige du gouvernement suédois qu'il rejette son engagement à respecter la liberté de la presse et condamne cet article. Le bureau de presse israélien, apparemment en repréailles et afin d'empêcher toute enquête supplémentaire, refuse d'accorder des cartes de presse aux reporters des journaux qu'il estime « offensants ».

Exactement comme dans les précédents des ravages perpétrés à Jénine, de l'attaque délibérée contre le navire de guerre américain USS Liberty, du massacre de Gaza, de l'écrasement de la militante pacifiste américaine Rachel Corrie sous les roues d'un bulldozer, des tortures infligées à des citoyens américains et d'une multitude d'autres occurrences, Israël se sert de ses ressources considérables et mondiales afin de faire obstacle à l'investigation.

Même avec beaucoup de bonne volonté, il est difficile d'en conclure qu'il n'a rien à cacher.

Notes de lecture :

[1] Il en existe deux traductions ; cet article utilise la traduction en anglais de cet article (ci-dessous) :

<http://www.tlxcala.es/pp.asp?reference=8390&lg=en>

<http://www.aftonbladet.se/kultur/article5652583.ab>

[2] New York Times, 3 février 1969, p. 8, colonne 6 (53 mots)

[3] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1046041.html>

40 years after Israel's first transplant, donor's family says his heart was stolen By Dana Weiler-Polak, Haaretz Correspondent, Dec. 14, 2008

[4] <http://www.wrmea.com/backissues/0490/9004021.htm>

Washington Report on Middle East Affairs, April 1990, Page 21, The Intifada: Autopsies and Executions.

[5] <http://www.jweekly.com/article/full/9384/bizarre-death-of-scottish-tourist-involves-suicide-missing-heart/>

October 30, 1998, Bizarre death of Scottish tourist involves suicide, missing heart by NETTY C. GROSS, Jerusalem Post Service.

[6] <http://www.forward.com/articles/112915/>

The Forward, Illicit Body-Part Sales Present Widespread Problem, By Rebecca Dube, Aug. 26, 2009.

[7] <http://www.mail-archive.com/ctrl@listserv.aol.com/msg114437.html>

Masons, Muslims, Templars, Jews, Henry and Dolly.

[8]

<http://ccun.org/Opinion%20Editorials/2009/August/20%20o/Israeli%20Murdering%20of%20Palestinians%20for%20their%20Organs%20By%20Khalid%20Amayreh.htm>

Al-Jazeera: Cross-Cultural Understanding, Khalid Amayreh, August 20, 2009

[9] <http://www.israelnationalnews.com/News/Flash.aspx/12699>

[10] <http://www.forward.com/articles/112915/>

Forward, Illicit Body-Part Sales Present Widespread Problem, By Rebecca Dube, August 26, 2009.

[11] http://www.economist.com/world/international/displaystory.cfm?story_id=12380981

The Economist, Organ transplants: The gap between supply and demand, Oct. 9, 2008

[12] <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=22524>

BRAZIL: Poor Sell Organs to Trans-Atlantic Trafficking Ring

By Mario Osava, IPS, Feb. 23, 2004

[13] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/935092.html>

Haaretz, Two Haifa men sentenced to jail for organ trafficking, By Fadi Eyadat, Dec. 18, 2007

[14]

<http://www.ipost.com/servlet/Satellite?cid=1184766040398&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

Police uncover illegal organ trade ring

By REBECCA ANNA STOIL, July 23, 2007.

[15] <http://www.thestar.com/news/world/article/671687>

Sting rocks U.S. transplant industry, David Porter, Carla K. Johnson, ASSOCIATED PRESS, July 25, 2009.

[16] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1102799.html>

U.S. Professor: I told FBI about kidney trafficking 7 years ago

By Natasha Mozgovaya, Haaretz Correspondent, August, 3, 2009.

[17] <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3388529,00.html>

A mitzvah called organ donation, Efrat Shapira-Rosenberg, 10.6.07.

[18] <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3265889,00.html>

Orthodox in uproar over organ donation incident, Neta Sela, 06.22.06

[19] http://www.israelshamir.net/English/Body_Snatchers.htm

The Return of the Body Snatchers, By Israel Shamir

L'écrivain israélien Israel Shamir rapporte que, voici de cela quelques années... « un rabbin shabad en vue, Yitzhak Ginzburgh <http://www.israelshamir.net/English/blood.htm> », a accordé sa permission à un juif de prélever le foie d'un non-juif, même sans sa permission. Il a dit : « Un juif est en droit d'extraire le foie d'un goy s'il en a besoin, car la vie d'un juif a plus de valeur que celle d'un goy, de la même manière que la vie d'un goy a plus de valeur que celle d'un animal. »

[20] <http://www.bokus.com/b/9789170370939.html>

[21] <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=8390&lg=en>

[22] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/829381.html>

Ha'aretz. The Wayward Son, by Adi Schwartz, March 1, 2007.

[23] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/824152.html>

Ha'aaretz, Bar-Ilan to order professor to explain research behind blood libel book By Ofri Ilani, Haaretz Service and The Associated Press, Feb 11, 2007.

24] <http://www.bloodpassover.com/toafftableofcontents.htm>

[25] <http://haaretz.com/hasen/spages/824152.html>

Haaretz, Bar Ilan to order professor to explain research behind blood libel book, by Ofri Hani, Feb. 11, 2007.

[26] De précédents ouvrages contenant des informations sur le judaïsme médiéval et le judaïsme contemporain, dont certaines sont d'un intérêt tout particulier pour le débat autour des prélèvements d'organes, ainsi que sur l'étouffement largement répandu de telles informations, ont été publiés il y a de cela quelques années, également par un universitaire israélien, Israel Shahak, au sujet duquel Noam Chomsky a pu écrire : « Shahak est un chercheur hors de pair, il a une profondeur de vues et une culture remarquables. Son œuvre est étayée et pénétrante, c'est une contribution d'une très grande valeur ». De cet auteur, nous encourageons nos lecteurs à lire dans leur intégralité les ouvrages suivants : "Jewish History, Jewish Religion, The Weight of Three Thousand Years" et Jewish Fundamentalism in Israel" (coécrit avec le Professeur Norton Mezvinsky).

[27] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/957357.html>

Ha'aretz, 'Historian recants theory that Jews killed Christian child in ritual murder,' By Adi Schwartz, Feb 24, 2008. Article original en anglais : The New "Blood Libel"?, Israeli Organ Harvesting, Counterpunch, 28-30 août 2009.

Alison Weir

1-3 Le Talmud, n'incrimine nullement le pillage des organes des non juifs.

L'expert égyptien Mohammad Hijazé a assuré que le Talmud, livre de législation hébraïque n'incrimine nullement le pillage des organes des non juifs, des Palestiniens entre autre.

Mohammad Hijazé : "d'après le Talmud, seuls le juifs sont les fils de Dieu, alors que les autres sont des créatures de moindre importance, et le Juifs peuvent en faire ce que bon leur semble" a précisé Hijazi lors d'un entretien accordé à l'agence de presse iranienne Fars News.

Ces propos sont venus commenter l'affaire du trafic d'organes des Palestiniens dans le quel serait impliqué des parties politiques et militaires israélienne, et qui a éclaté à travers l'article publié dans le journal suédois Aftonbladet. Hijazé y exposait le fondement idéologique qui fait en sorte que l'entité sioniste est le seul pays qui n'incrimine pas le trafic illégal des organes.

02/09

<http://www.almanar.com.lb>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

1-4 Fethi Gharbi : Tsahal, une armée qui insuffle la vie... ?

Oui, en effet, toujours en avance sur son temps, Israël soutenu par sa glorieuse armée de défense ne cessera jamais de nous éblouir. Voilà que des vies humaines sont miraculeusement sauvées grâce à la magnanimité de cette grande institution qu'est la Tsahal.

Tout dernièrement, l'institut médico-légal israélien a tacitement admis avoir extrait les organes essentiels de trois enfants palestiniens âgés de 14 et 15 ans, tués sans raison par l'armée israélienne, à Gaza et en Cisjordanie, en décembre 2008. Le ministre de la Santé, Nessim Dahhan, a déclaré, en réponse à une question posée par un membre de la Knesset, Ahmed Teibi, le mardi 28 juillet 2009, qu'il ne pouvait pas refuser des organes provenant de corps de jeunes palestiniens tués par les forces israéliennes et voués à des greffes ou à la recherche scientifique.

Les corps de ces adolescents avaient été remis à leurs proches en vue de leur enterrement, le 6 janvier 2009, délestés de leurs cœurs, leurs reins et leurs foies.

Mais ne nous y méprenons pas ! La mort de ces trois pauvres enfants n'a nullement été un gachis puisqu'elle a servi à sauver au moins une dizaine de vies humaines ! Oui, en tuant trois et en ressuscitant dix, Tsahal sème plutôt la vie... C'est certainement la première armée de l'histoire à générer du vivant !

Le décès de ces trois gosses serait de l'ordre de l'anecdote que les médias auraient vite fait d'enterrer. Mais c'est compter sans la détermination du journal suédois "Aftonbladet" qui ose soutenir que le trafic d'organes est une pratique systématique bien incrustée chez la soldatesque israélienne, laissant entendre que cette dernière tue des Palestiniens pour faire commerce de leurs organes. L'affolement du gouvernement israélien face à l'article publié par "Aftonbladet" et ses protestations grossières ont été rejeté avec dédain par les responsables suédois. Avigdor Lieberman trouve qu' "il est honteux que le ministère suédois des Affaires étrangères refuse d'intervenir contre un cas d'appel au meurtre visant des juifs" !!! (sic)

L'auteur de l'article, Donald Bostrom, fréquentant les territoires occupés depuis la première Intifadha, l'a rédigé sur la base de témoignages de Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Le journaliste déplore qu'on s'attache à dénigrer sa personne plutôt que d'étudier la validité des témoignages rapportés, précisant qu'il n'accuse pas lui-même l'armée israélienne de telles exactions mais qu'il se contente de tirer des conclusions à partir d'une vingtaine de témoignages récoltés et recoupés. Surtout, il en appelle à la Cour internationale de Justice pour qu'elle puisse mener une investigation exhaustive sur la réalité de ces actes, constitutifs de « crimes de guerre » s'ils étaient pleinement avérés. Depuis la parution de l'article et son écho international, le reporter indique avoir reçu des menaces de mort, au point d'en être sérieusement inquiété. Donald Boström a déposé plainte auprès de la police.

Déjà, depuis le début des années 1990, du personnel de l'ONU travaillant dans les territoires soupçonnait que des organes étaient collectés à partir de cadavres de palestiniens.

"Des personnes disparaissent et on les ramène après qu' une autopsie ait été pratiquée sur eux. Nous pensons qu'ils volent leurs organes" confiait-on à Bostrom.

En 1992, sur 133 Palestiniens tués, 53 avaient été autopsiés selon Bostrom. Les corps avaient été autopsiés à l'Institut medico légal d'Abu Kabir d'Israël et plus tard rendu à leurs familles. Bostrom a choisi 20 des 53 cas de

corps autopsiés et rencontré les familles des victimes qui ont toutes dit que des organes de leurs enfants avaient été volés. Le journaliste a obtenu des familles qu'elles exhument les corps des 20 individus. Il a amené avec lui une équipe de TV et une équipe médicale, mais la nuit précédant l'exhumation des cadavres, Israël a imposé un bouclage de la Cisjordanie et de Gaza qui a duré 6 mois.

De nombreuses questions restent sans réponse.

Pourquoi l'armée s'empresse-t-elle d'enlever les corps des jeunes qu'elle vient d'assassiner ?

Pourquoi les garde-t-on quelques jours avant de les rendre à leurs familles ?

pourquoi sont-ils autopsiés quand la cause de la mort est plus qu'évidente ? (peut-être dans l'espoir de trouver des grenades enfouies dans leurs entrailles, qui sait ?)

pourquoi les corps sont-ils rendus la nuit sous bonne escorte ?

pourquoi les zones sont-elles bouclées pendant les funérailles et que l'électricité est coupée ?

Tout ce que réclame Bostrom c'est l'ouverture d'une enquête internationale. Mais la réaction hystérique des responsables sionistes, tissée d'insultes et de vulgarités en dit long sur leur incapacité à récuser des faits aussi flagrants.

Pendant la première Intifadha, nous nous insurgions contre cette lutte inégale qui met face à face une armée suréquipée et des enfants armés de pierres. Notre entendement ne parvenait pas à admettre que des bambins soient tirés comme des pigeons, tués gratuitement : cela frôlait l'absurde, le monstrueux !

Aujourd'hui, j'ai comme un sentiment de soulagement car ces actes barbares ont perdu leur gratuité monstrueuse et ont pris du sens. Du coup tout devient clair. Non la Tsahal ne tue pas pour tuer mais pour permettre à des êtres désespérés de reprendre goût à la vie quitte à ce que les soldats se fassent un peu d'argent en passant... mais c'est tout à fait humain et c'est surtout compréhensible !

Il n'y a que l'absurde qui soit insupportable !

La situation est devenue d'un coup d'une limpidité insoutenable. Parmi les pays de la communauté européenne, Israël est celui où le taux de don d'organes est le plus bas pour des raisons religieuses. Le paradoxe est que ce même pays est devenu la plaque tournante du trafic d'organes et le premier pourvoyeur en reins des États Unis ! Le rabbin Levy Izhak Rosenbaum collecte depuis plus de dix ans des organes humains parmi les victimes palestiniennes, les immigrants asiatiques et la population pauvre. Ce triste rabbin, spécialisé dans le trafic des reins offre dix mille dollars pour l'achat d'un rein qu'il revend ensuite à cent soixante mille dollars pièce aux USA. Plus de 80 000 Américains sont sur la liste d'attente ...

Si les bantoustans sud-africains servaient à isoler et à affamer les noirs pour mieux exploiter leur force de travail, les bantoustans israéliens offrent en plus l'avantage de tenir à bout de fusil un vivier d'autochtones palestiniens transformés en banque d'organes ambulante et gratuite.

Aujourd'hui, partout se dressent des murs, isolant des viviers de sous-hommes que ce soit à l'intérieur des métropoles ou aux frontières du monde civilisé...

On n'a qu'à tendre la main pour y puiser de la main d'œuvre presque gratuite quitte à la jeter à la mer après usage. On peut aussi se refaire une santé en se fournissant en pièces de rechange biologiques pour quelques misérables dollars. On peut par ailleurs s'y fournir à bon marché en minerais, en fruits exotiques, on peut même y enfouir ses déchets les plus toxiques et y essayer ses armes de destruction massive...

De temps à autre une petite campagne de dératisation pour calmer les esprits qui s'échauffent, mais alors sans risque car des avions-robots sauront mater aisément ces masses barbares...

Toujours en avance sur son temps, Israël constitue la maquette de ce futur radieux !

Fethi GHARBI

5 septembre 2009

URL de cet article : <http://www.legrandsoir.info/Tsahal-une-armee-qui-insuffle-la-vie.html>

1-5 Daniel Lange/Levitsky : Des Juifs affrontent le sionisme.

L'une des principales conséquences du bombardement et de l'invasion par le gouvernement israélien de la bande de Gaza, l'hiver dernier, fut d'insuffler une nouvelle vitalité au sein des groupes de gauche et pacifistes solidaires avec la lutte palestinienne pour la justice et la libération.

Après le supposé cessez-le-feu, cette vague d'activité s'est poursuivie par des manifestations et des actions directes de New York à Los Angeles, Paris, Jaffa et Tel Aviv.

Un fait très remarquable fut l'apparition, si l'on peut dire, d'une section de plus en plus large et bruyante du monde juif, laquelle n'est pas seulement opposée aux guerres et occupations militaires du gouvernement israélien, mais est également critique à l'égard du sionisme même.

Les blocages des consulats israéliens de Los Angeles et de San Francisco ont été entrepris en partie par des membres du Réseau antisioniste juif récemment créé. L'occupation du consulat de Toronto a été effectuée par les Femmes juives pour Gaza, un groupe comprenant des membres du réseau antisioniste canadien Not In Our Name [1]. Une manifestation de sept cents personnes à New York City a été organisée par Jews Say No [2], un groupe de militants juifs, dont beaucoup critiquent le sionisme depuis très longtemps. Le groupe Jewdas, de la diaspora londonienne, a recouru à un canular par mail pour annuler un rassemblement pour la guerre organisé par le Bureau de députation des Juifs britanniques et a reçu toute une vague de soutien. Et le groupe d'action directe antinationnaliste israélien, Anarchistes contre le Mur, a bloqué une base aérienne israélienne à Tel Aviv. La quasi-totalité des événements publics les plus visibles montrant une opposition juive à la récente escalade de la guerre contre Gaza étaient organisés et menés à bien pour une bonne part par des Juifs non sionistes et

antisionistes (de même que ceux qui s'opposent au sionisme mais préfèrent ne pas définir leur politique en relation avec le sionisme).

Ce n'est pas une coïncidence. Les huit années de l'actuelle Intifada ont aussi permis d'assister au développement du mouvement mondial de solidarité avec la Palestine et son actuelle stratégie de boycott, de désinvestissements et de sanctions. Dans un même temps, la critique juive à l'égard du sionisme s'est davantage répandue et fait entendre qu'à n'importe quel autre moment depuis la création d'Israël en 1948, malgré le soutien sans réserve offert depuis 1967 par le gouvernement des États-Unis à Israël. Ce soutien a été expliqué par les avocats et les défenseurs d'Israël, de même que par Washington, comme la conséquence du soutien débordant des communautés juives américaines à Israël. C'est naturellement on ne peut plus faux. Comme l'ont fait remarquer de nombreux analystes [3], les communautés juives jouent un rôle plutôt marginal dans l'encouragement du soutien du gouvernement américain à Israël. Bien plus important est le rôle de l'industrie de l'armement, qui subventionne l'aide américaine à Israël ; de l'industrie pétrolière, qui voit en Israël un contrepoids à la puissance régionale des États arabes riches en pétrole ; de la droite chrétienne, qui croit que la domination juive sur tout l'Israël biblique est une condition préalable au second avènement : et le racisme anti-arabe et antimusulman, de même que la xénophobie, particulièrement après les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres américaines en Afghanistan et en Irak. Là où l'influence juive est importante – dans les efforts de pression de la part de l'American Israel Public Affairs Committee [4], avec l'influence d'un petit nombre d'individus dont la politique ne reflète en aucun cas l'opinion publique juive américaine, même si cela se retrouve dans les données collectées par les sondages conservateurs.

La rhétorique du soutien américain à Israël comme réponse aux intérêts juifs américains de moins en moins convaincante.

Le récent accroissement de visibilité des critiques juives à l'égard du sionisme a eu lieu dans un contexte d'expression en hausse et d'acceptation de la critique à l'égard d'Israël au sein des communautés juives américaines. Il est très malaisé d'évaluer la chose de façon définitive mais des histoires comme les suivantes, que j'ai toutes entendues depuis le début des attaques israéliennes les plus récentes contre Gaza, n'ont pas été habituelles en aucun moment, plus tôt dans la décennie. J'ai passé du temps à travailler intensément du côté juif du mouvement de solidarité avec la Palestine :

- L'enfant d'un éducateur d'une école privée juive refuse de se joindre à sa famille et à son école lors d'un rassemblement pour la guerre.
- La femme d'un rabbin démissionne de toute activité au sein de sa congrégation après qu'un événement concernant la non-violence – sans rapport avec Israël et la Palestine non violent – a été annulé par le consistoire de la synagogue.
- Une employée de la communauté Hillel à l'université de Columbia publie un essai sur la contradiction entre son désir de se profiler légitimement comme progressiste et son emploi consistant à « vendre sous la contrainte » (ce sont ses propres mots) le programme de [l'association sioniste] Birthright Israel.

Une indication de l'ampleur de ces critiques réside dans un sondage commandé par J. Street, groupe de pression sioniste prétendument libéral, qui estime les Juifs américains – même avec un échantillonnage disproportionnellement âgé, prospère et affilié sur le plan religieux – fortement opposés aux punitions collectives et aux colonies, hostiles à l'aile droite électorale israélienne et partisan d'un gouvernement unitaire entre le Fatah-Hamas comme « partenaire pour la paix ».

Ce contexte d'ouverture comparative à la critique à l'égard d'Israël est pour une part importante, le résultat de nombreuses années d'organisation, d'agitation et d'éducation par des groupes et réseaux [5], dont tous ont rompu avec l'orthodoxie de la position « pour Israël et pour la paix » pour se focaliser sur la justice pour les Palestiniens. Les groupes sionistes « pour la paix » [6] ont été d'abord actifs sur papier depuis 2000 ou en participant à des conférences à frais d'enregistrement élevés. Les groupes « pour la justice », par contraste, ont été en mesure de maintenir une présence croissante dans les rues et dans les médias tout au long des neuf années de l'actuelle Intifada. Leurs critiques structurelles à l'égard des actions du gouvernement israélien ainsi qu'à propos du projet sioniste ont élargi l'espace requis pour exprimer ouvertement ces critiques modérées, ce qui n'était pas le cas voici cinq ou dix ans.

Pourquoi des voix plus « radicales » se sont-elles fait entendre si fort cet hiver ?

Je crois que c'est en raison des glissements dans le mouvement de solidarité avec la Palestine ainsi que de l'élargissement du paysage politique de la gauche et des changements dans la façon des Juifs de penser identité et politique.

Une source réside dans un ensemble de développements au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine qui ont poussé le mouvement dans son ensemble vers une analyse structurelle centrée sur le sionisme. Le déclenchement de l'Intifada de 2000 a provoqué au sein de la gauche (et au-delà) une conscientisation bien plus large à propos et de l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est (1967) et des réalités de la guerre contre les Palestiniens. Un examen plus attentif des accords d'Oslo et de leur rôle en tant que couverture pour la poursuite du vol de terres et en tant que moyen de cooptation de parties de la direction palestinienne a bientôt abouti, au sein du mouvement, à un glissement de l'emphase loin du retour au statu quo de 1999. Une familiarité croissante avec l'expérience quotidienne des Palestiniens (sous l'occupation et dans la diaspora) a montré aux organisateurs combien d'éléments de la situation présente étaient directement reliés, non pas à la guerre de 1967, mais à celle de 1948 [7] ou à l'effort de colonisation sioniste d'avant la naissance de l'État [8].

Concentration sur le sionisme

Par conséquent, à la fin de 2008, une partie significative du mouvement de solidarité s'est mise à cibler sa stratégie. Cela a revêtu la forme d'un soutien à l'appel de la société civile palestinienne à une stratégie combinée de boycott, de désinvestissement et de sanctions et à une reprise en considération (et souvent à un rejet du modèle de la partition (« deux États ») comme solution à long terme. Ceci signifie que les participants juifs à la solidarité avec la Palestine ne travaillent pas moins et que, dans certains cas, ils ont été mus ou soutenus par leurs analyses du sionisme en tant que mouvement colonial [9]. Un autre élément clé dans la recrudescence des critiques du sionisme par les Juifs – bien que des remarques sont rarement faites à ce propos dans la presse libérale ou progressiste – est le rôle de pivot joué dans ce développement par les mouvements féministes et homosexuels ainsi que leurs analyses [10]. Tous ces projets apportent au mouvement une orientation vers une analyse structurelle, une position centrale antinationaliste et antimilitariste et un regard sur les façons dont les structures de pouvoir raciales, nationales, économiques, hommes/femmes et sexuelles se recoupent et se soutiennent souvent mutuellement. Leurs recherches sophistiquées sur le nationalisme israélien et le sionisme ont eu une influence allant au-delà de leurs contacts directs avec d'autres organisations.

Peut-être encore plus visible, il y a la présence des organisateurs de la solidarité avec la Palestine dans la sphère juive américaine, avec des racines dans les mouvements féministes et homosexuels [11]. Les actions mentionnées au début du présent article témoignent de cette influence : occupations de bureaux, blocages, informations fausses – le tout fait part d'un répertoire savamment peaufiné par ACT UP, la WAC (Coalition d'action des femmes), WHAM (Action et mobilisation des femmes pour la santé) et les Lesbian Avengers durant les années d'Oslo. Ce legs est également une source clé de la volonté de ces groupes à défier le sionisme directement plutôt que de limiter leurs critiques d'Israël à des mesures politiques et actions spécifiques. Ces mêmes organisateurs sont souvent impliqués aussi dans le travail non spécifiquement juif de solidarité avec la Palestine [12].

Cet ancrage dans l'internationalisme féministe et homosexuel, dans l'analyse structurelle et intersectionnelle et dans les tactiques d'action directe a été soutenu par le large glissement au sein des radicaux américains, spécialement parmi les plus jeunes, vers ce qu'on pourrait appeler un nouveau transnationalisme ou un transnationalisme venu d'en bas. Après avoir débuté jusqu'à un certain point par les campagnes de soutien de l'insurrection zapatiste au Chiapas, en 1994 (quoique certainement influencés par le travail de solidarité plus ancien avec les mouvements révolutionnaires en Espagne, en Amérique centrale, en Afrique du Sud et en Palestine), les radicaux des États-Unis ont expérimenté de multiples façons des stratégies en vue de poursuivre d'efficaces campagnes de solidarité internationale. Celles-ci ont varié considérablement, depuis les efforts contre les camps de travail de la fin des années 90 et les mobilisations de masse de ciblage des sommets entre 1999 et 2003, jusqu'au travail centré sur le Plan Colombia, le Plan Puebla-Panama et autres aventures américaines un peu partout dans les Amériques. Tous ont partagé, oserais-je dire, une approche générale qui est aujourd'hui clairement visible dans le présent mouvement de solidarité avec la Palestine, y compris son aile juive.

Un nouveau transnationalisme anticolonialiste, antinationaliste, anticapitaliste, hostile à l'autoritarisme, mais en aucun cas unifié sur le plan organisationnel.

Le mouvement reconnaît l'importance de la résistance « dans le corps de la bête » tout en affirmant l'autodétermination dans un ensemble de communautés de résistance et le droit pour les luttes de libération de choisir la tactique qu'elles estiment convenir le mieux à cette fin. Cela ressemble à un tas d'« anti » et guère de « pro ». Le meilleur journal qui émerge jusqu'à présent de cette partie de la gauche radicale est le journal canadien « de théorie et d'action », Upping the Anti [13] qui fournit un espace nécessaire pour une discussion soutenue de la politique révolutionnaire entre les générations et entre les mouvements. Le journal a choisi son nom précisément pour mettre en lumière sa mission : quitter ces positions négatives pour une vision stratégique positive.

Critiques juives à l'égard du sionisme et mouvement de solidarité avec la Palestine

Nous voyons donc une ambivalence omniprésente à propos de la valeur d'un État palestinien (de plus en plus controversé) ; un refus de principe de condamner l'autodéfense armée et des critiques sévères à l'égard de tactiques spécifiques ; le soutien aux comités locaux de résistance en priorité sur l'attention devant être accordée aux principaux partis politiques palestiniens ; une analyse claire du sionisme comme projet colonial ; un alignement approximatif sur la gauche palestinienne et une forte critique de la fiction qu'est le « sionisme de gauche », mais pas de vision claire d'une économie régionale non capitaliste ; une attention plus soutenue pour les parallèles entre les stratégies israéliennes et américaines en matière de « sécurité », de « contre-terrorisme » et de police militarisée.

Finalement, pour en revenir à la sphère spécifiquement juive, la montée de la critique à l'égard du sionisme en tant que tel fait partie d'un large glissement dans la culture et la pensée des Juifs sur leur identité. Après plus de cinquante ans de domination sioniste sur l'éducation et les institutions communautaires juives, des voix alternatives rompent le silence, souvent sans rapport avec la Palestine mais qui finissent par soutenir les efforts de solidarité avec la Palestine. Depuis les deux dernières décennies, il y a eu une augmentation constante de l'intérêt pour les cultures et l'histoire de la diaspora juive, surtout parmi les Juifs plus jeunes, insatisfaits de la conception herzlienne-hitlérienne de la vie et de l'histoire des Juifs telle qu'elle est présentée par les institutions « traditionnelles », ainsi que pour le fondamentalisme religieux qui est leur principal rival.

La chose a été particulièrement visible aux États-Unis sous ses formes ashkénazes : aujourd'hui, les orchestres klezmer emplissent les salles importantes et la « musique juive » est devenue un sous-genre qui rapporte ; « Le yiddish se meurt » est devenu « Le yiddish revit ! », car l'intérêt et l'enrôlement de classe grossissent ;

l'obsession des arts yiddish a reculé partout, l'annuel KlezKamp des Traditions vivantes aura vingt-cinq ans en 2009. d'autres communautés – Sefarat, Juifs arabes, Beta-Yisrael (éthiopiens), Afro-américains, etc. – ont eu elles aussi des affirmations similaires de leur spécificité culturelle aussi, souvent en opposition à la dominance ashkénaze sur les espaces juifs censés englober tout. [14]

En même temps un nouvel intérêt a surgi pour la politique chez ces mêmes communautés de la diaspora. Parmi les Ashkénazes, l'Association des travailleurs juifs socialiste révolutionnaire « Bund », est devenue un point de référence fréquent. En particulier, le principe bundiste du doykayt (l'endroit où l'on se trouve présentement), combinant la spécificité culturelle juive et la solidarité interethnique liée aux intérêts de classe, a donné une définition aux efforts localement concentrés des organisations juives de justice sociale à travers le pays [15]. En dépit du lien direct entre le doykayt et l'antisionisme du Bund, une position indistincte « pour la paix » ainsi qu'une position prônant « l'art sans politique » sont affichées. Il y a eu de remarquables exceptions – émanant des points de vue sefarat et juifs arabes [16].

Conflit entre culture juive de la diaspora et sionisme

Le projet de placer l'État d'Israël au centre de la vie juive repose sur la dévaluation et l'effacement des cultures et histoires de la diaspora, réduisant deux millénaires à une époque ponctuée de massacres et à un nationalisme rédempteur. Aussi important pour le sionisme que le contrôle juif sur la région située entre le Jourdain et la Méditerranée, il y a l'impératif de la shlilat hagalat (négation ou liquidation de la diaspora), qui prétend que les cultures juives « dégénérées » de la diaspora devraient être éliminées sous toutes ses formes sauf dans ses formes les plus spécifiques [17] et remplacées par une nouvelle culture hébraïque militarisée et nationaliste. Par conséquent, les participants à ce que Melanie Kaye/Kantrowitz a qualifié de « diasporisme radical » [18] se voient de plus en plus opposés au sionisme en étant en solidarité avec les Palestiniens sur base d'un ennemi commun ainsi que d'un intérêt de justice. Le « diasporisme radical » est loin d'être répandu, bien que son influence puisse être largement perçue dans la sphère culturelle. Rien que chez les musiciens, il est à l'avant-plan d'une bonne partie du travail d'artistes aussi variés que le groupe néo-klezmer de Montréal, Black Ox Orkestar, dont le morceau en yiddish « Ver Tanzt » traite directement de l'occupation ; le groupe berlinois Dan Kahn [19] Tout deux d'en prennent au projet sioniste selon une perspective historique ; ainsi que le groupe de hip-hop de Detroit, m.c. Invincible [20] ; les rockers homosexuels de New York, The Shondes ; la vocaliste et compositrice Jewlia Eisenberg ; et la riot grrrl légende du punk, Nomy Lamm.

Toutefois, la dynamique culturelle exprimée par le diasporisme radical se rencontre partout. Les Bronfman Philanthropies' 2007, ardemment sionistes, rapportent que « Beyond Distancing » (Au-delà de la prise de distance) donne la preuve de la façon donc c'est effectivement le cas. L'étude de Bronfman délaissait les majorités s'identifiant en tant que « pro-israéliennes » tout en réfutant l'existence de l'occupation pour découvrir que les jeunes Juifs américains, indépendamment de leurs opinions politiques, étaient moins attachés à Israël que leurs aînés (20 % de gens « très attachés ») et plus susceptibles de se dissocier activement de l'État juif [21]. Le plus remarquable sans doute est le fait qu'ils n'ont pu trouver une majorité de personnes interrogées de moins de trente-cinq ans prétendant que la destruction de l'État serait « une tragédie personnelle ». Cette « distanciation », me semble-t-il, est en partie le résultat d'un travail culturel diasporiste et elle constitue un élément significatif dans l'histoire de la montée actuelle de la visibilité de l'opposition juive au sionisme.

Les critiques des Juifs à l'encontre du sionisme – et la participation juive au mouvement de solidarité avec la Palestine plus généralement – sont significatives au-delà des liens des communautés juives mêmes, principalement aux États-Unis, et surtout en raison des privilèges donnés aux voix juives dans la discussion autour de la Palestine et d'Israël ici. Pourtant, comme l'écrivait Esther Kaplan [22], les Juifs aux États-Unis et ailleurs ont un rôle à jouer dans la lutte de libération de la Palestine et, dans certains cas, ils occupent une position stratégique, mais ils ne sont en aucun cas au centre de cette lutte. La tâche des Juifs – et de tous ceux qui sont engagés dans cette lutte – consiste à travailler en compagnie de nos amis et camarades palestiniens, arabes et autres pour partir de notre opposition commune au sionisme et aller vers des stratégies de résistance qui, à la fin, pourront libérer la Palestine.

Notes

1 - « Pas en notre nom »

2 - « Les Juifs disent non »

3 - Tout récemment Mearsheimer et Walt dans leur très attaqué The Israel Lobby & U.S. Foreign Policy (Le lobby israélien et la politique étrangère américaine)

4 - Commission américaine des Affaires publiques concernant Israël)

5 - les Juifs contre l'occupation à NYC ; les Voix juives pour la paix (dans tout le pays), les Juifs pour la paix en Palestine et en Israël (Washington, DC), les Juifs pour une Palestine libre (région autour de la baie de San Francisco), et No Time to Celebrate (pas le temps de célébrer) (dans tout le pays)

6 - Meretz USA, les Américains pour la paix maintenant, Tikkun, le Centre Shalom et Brit Tzedek v'Shalom,

7 - Par exemple, une majorité de Palestiniens, y compris une majorité de ceux des Territoires occupés, sont des réfugiés de la Nakba, de la « catastrophe », comme on appelle en arabe le nettoyage ethnique de la Palestine en 1947-48

8 - Par exemple, le rôle du Keren Kayemet Israel/Jewish National Fund (Fonds national juif) en tant qu'agent de déplacement et de vol de terres.

9 - Pour un exemple récent, voir l'essai de Nava EtShalom et Matthew N. Lyons, en 2008, intitulé « 'Bring on the bulldozers and let's plant trees': The Problems of Labor Zionism » (Amenez les bulldozers et plantons des arbres : les problèmes du sionisme travailliste)

10 - Cette influence est la plus évidente au sein de l'organisation juive (et non juive) de la solidarité avec la Palestine, de groupe comme les Femmes en noir ; Kvisa Shchora (un groupe homosexuel radical israélien connu pour ses actions spectaculaires « No Pride in the Occupation » - Pas de fierté dans l'occupation) ; New Profile (Nouveau profil, l'organisation féministe pour une très grande part responsable de la visibilité et du développement en Israël du mouvement de résistance à la conscription dans les écoles supérieures) ; Aswat : Palestinian Gay Women (Aswat : les femmes homosexuelles palestiniennes) ; et le projet d'accompagnement en Cisjordanie lancé par l'International Women's Peace Service.

11 - Les vétérans d'ACT UP (Conduisez-vous mal), les Lesbian Avengers (Vengeresses lesbiennes), les Riot grrrl (les Émeutières), Gay Shame (Honte homosexuelle), Fed Up Queers (les Homos qui en ont marre) et une pléthore de campagnes locales pour les droits reproductifs (sans mentionner des projets féministes et lesbiens spécifiquement juifs comme Di Vilde Chayes et le Comité des femmes juives pour mettre un terme à l'occupation) et d'autres encore jouent des rôles clés en donnant le ton et une direction politique aux groupes juifs de solidarité avec la Palestine, y compris Jews Say No (Des Juifs disent non), Jews Against the Occupation/NYC (Juifs contre l'occupation/NYC) et Jewish Voices for Peace (Voix juives pour la paix).

12 - Adalah-NY étant un exemple particulièrement remarquable en raison de son adoption enthousiaste des tactiques de visibilité émanant d'ACT UP), étendant ainsi encore plus la portée de ces lignées d'activistes.

13 - « Debout les anti »

14 - Par exemple, dans l'œuvre de Loolwa Khazoom (The Flying Camel – Le chameau volant), d'Ammiel Alcalay (After Jews and Arabs ; Memories of Our Future – Après les Juifs et les Arabes ; Mémoires de notre futur), de Walter Isaac (« Locating Afro-American Judaism » - Situer le judaïsme afro-américain) et d'Ella Shohat (Taboo Memories, Diasporic Voices; Flagging Patriotism – Mémoires tabou, voix de la diaspora ; la bannière du patriotisme).

15 - Depuis Jews for Racial and Economic Justice (Juifs pour la justice raciale et économique – à New York) jusqu'à l'Alliance juive progressiste (à Los Angeles).

16 - Le plus fortement dans « Sephardim in Israel : Zionism from the Standpoint of Its Jewish Victims » - Les Séfarat en Israël : le sionisme du point de vue de ses victimes juives) et de perspectives ashkénazes ou yiddishistes, comme chez la poétesse, militante et essayiste Irena Klepfisz (Dreams of an Insomniac – Rêves d'une insomniaque – et A Few Words in the Mother Tongue – Quels mots dans la langue maternelle), et chez l'historien de la religion et de la culture, Daniel Boyarin (Unheroic Conduct, Dying for God, and Border Lines – Une conduite sans héroïsme, Mourir pour Dieu et Les frontières).

17 - « Bagels & Seinfeld » [renvoi à « Seinfeld », célèbre feuilleton de la chaîne américaine NBC, NdT]

18 - Dans son ouvrage paru en 2007, The Colors of Jews : Racial Politics and Radical Diasporism – Les couleurs des Juifs : politique raciale et diasporisme radical)

19 - Dont le « cabaret post-dialectique » joue « Dumay » et « Nakam » (6.000.000 d'Allemands).

20 - « Emperor's Clothes » (Les fringues de l'empereur)

21 - 11 % parmi les personnes interrogées « penchant vers la gauche » de moins de trente-cinq ans, et un surprenant 21 % parmi les gens « à tendance de droite », alors que la répartition était de respectivement de 19 et 26 % pour les gens de moins de 50 ans

22 - « Globalize the Intifada » (Globalisez l'Intifada – publié dans l'ouvrage d'Alisa Solomon & Tony Kushner, « Wrestling with Zion » - Lutter contre Sion)

Daniel Lange/Levitsky

Traduit par Jean-Marie Flémal et édité par Cédric Rutter pour Investig'Action.

Source: [MonthlyReview](#)

9/9

http://www.michelcollon.info:80/index.php?view=article&catid=6&id=2244&option=com_content&Itemid=11

1-6 Le blocus contre la bande de Gaza : une profonde crise humanitaire.

Ces derniers mois, beaucoup de rapports, publiés par des organisations internationales, s'unissent à confirmer que l'injuste blocus imposé sur la bande de Gaza continue à ravager la vie d'un million et demi d'âmes. D'affreuses conséquences seront imminentes.

Dans ce contexte, le bureau des Nations Unies pour les affaires humaines dans la ville d'Al-Quds a publié une étude concernant les conséquences humaines laissées par deux ans de blocus. C'est la dignité de l'homme qui est touchée. Le blocus a touché tous les éléments de la vie ordinaire : la sécurité alimentaire, l'énergie, l'eau, la santé...

La sécurité alimentaire

L'étude souligne que l'absence d'importation, dont surtout les produits premiers, et l'interdiction d'exportation ont poussé l'économie de la bande de Gaza vers une chute libre. 120 mille personnes ont déjà perdu leurs fonctions. 75% de la population souffrent d'une insécurité alimentaire, les prix montent, la pauvreté s'aggrave et les zones agraires sont détruites.

Pour ces conditions de vie, l'UNRWA a lancé un appel de détresse pour une somme de 181 millions de dollars pour aider les plus nécessiteux parmi les Palestiniens de la Bande.

Pour sa part, un rapport de l'organisation mondiale de la santé a précisé que le domaine de la santé dans la Bande manque de toute sorte d'équipements médicaux. Les machines existantes sont pour la plupart hors service, cause directe du blocus hermétique imposé par les Israéliens.

Et les médicaments et les appareils envoyés dans la Bande sont périmés pour 20% d'entre eux.

La santé en péril

Les machines ne sont pas entretenues. Et depuis l'an 2000, le personnel de la santé n'a pas pu quitter la Bande pour s'entraîner sur les appareils sanitaires.

L'organisation compte 77 sortes de médicaments essentiels et 700 sortes de matériels essentiels également épuisés. On n'en trouve pas dans le dépôt du ministère de la santé de la bande de Gaza.

Faute d'infrastructures sanitaires décentes et de personnels d'hôpitaux, les mères et les nouveaux-nés de Gaza ne trouvent plus le soin nécessaire à leur cas. C'est une des conséquences du blocus.

L'eau et les eaux usées

Pour l'eau et les eaux usées, les Nations Unies lancent un avertissement et appellent l'Entité sioniste à prendre les mesures nécessaires.

Dix mille personnes de la bande de Gaza n'arrivent pas à avoir des tuyaux, à cause du blocus.

Pire, 60% des habitants de la bande de Gaza n'arrivent pas à obtenir l'eau potable de façon régulière.

C'est un atteinte à la dignité humaine, dit le coordinateur des Nations Unies pour les affaires humaines ; cela vient aussi à l'encontre de la loi internationale et humanitaire. Il appelle le gouvernement de l'occupation à laisser passer tous les produits nécessaires pour fournir l'eau potable dans la bande de Gaza, ainsi que ceux nécessaires pour traiter les eaux usées.

Le coordinateur international confirme que la dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 n'a fait qu'empirer la situation. Le peu de pièces de rechange qui ont pu passer ne suffiront plus à réparer les centrales d'eau.

CPI

11/9

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/rapport.CPI.110909.htm>

1-7 Jean-Marie : Boycott d'Israël - le monde bouge !

Nous savons, nous, que ce sont des descendants de Khazars n'ayant pour beaucoup aucun gène des quelques sujets du roitelet David qui, grâce à de l'argent pas toujours « juif », ni toujours propre et grâce aux ambitions politico-économiques britannique (absentions incluses), usaméricaines, soviétiques et françaises pour le moins, ont pu, violer, voler, tuer, expulser ... et occuper au-delà de la ligne verte. Ce qui n'était en rien "prévu" par la recommandation 181, mais en s'appuyant hypocritement sur celle-ci, Même si les « Arabes » ont eu des torts divers évidemment

Mais ça ne semble pas le cas, sauf erreur, de beaucoup de vecteurs d'opinions, voire de décisions, à côté de ceux qui savent et répandent quotidiennement les mensonges et la propagande sous influence sioniste plus ou moins importante.

J'admire ceux qui vont là bas souvent risquer leur vie (et suis conscient de leur déplaire en m'exprimant ainsi) et faire du bien à des Palestiniens, mais, je me répète, de combien d'iotas ça fait changer le comportement des riches fortunes « occidentales » qui manipulent Brown, Merkel, Obama, Sarkozy et autres ? Dont des fortunes sionistes juives ou sionistes chrétiennes au sein de la Trilatérale, du groupe Bilderberg et du CFR ? Tant du moins que les politiques ne réaliseront pas que la majorité de leurs forces vives (vecteurs d'opinions et de décisions) ne les croit plus. Un peu comme avec le 11/9

Si vous aviez l'amabilité de me dire en quoi je me trompe, je vous en remercie d'avance, tout en sachant bien que je ne suis qu'un petit militant qui n'a ni l'aura, ni l'audience de beaucoup d'entre vous.

Quand Vidal et Gresh écrivent dans quatre éditions successives pourtant actualisées, à la première page « ... les états présents », alors qu'il s'agit de « la majorité des deux tiers des seuls états votant pour ou contre » (dont sept voix non libres), CE QUI CHANGE TOUT, je me méfierai des « bons auteurs ». Or il y a quelques jours Vidal lui-même m'a demandé quelle était l'importante erreur que je dénonçais à demi-mots auprès d'une association du V^e arrondissement et de l'AFPS Nationale en référence. N'est-elle pas énorme cette désinformation, vu comment les sionistes utilisent encore en 2009 la 181 ?

C'est un peu moins grave, pour un expert, quand il écrit que la 273 a été votée le 12 mai 1948, alors que c'est le 11

Je vous prie de m'excuser si je vous importune

Cordialement

Jean-Marie

1-8 Paul Craig Roberts : Pourquoi pas des sanctions contre Israël ?

En Israël, un pays volé aux Palestiniens, des fanatiques contrôlent le gouvernement. L'un de ces fanatiques est le Premier ministre, Benjamin Netanyahu. La semaine dernière, Netanyahu a appelé à des « sanctions paralysantes » contre l'Iran.

Le type de blocus que veut Netanyahu s'appelle un acte de guerre. Depuis longtemps, Israël menace d'attaquer lui-même l'Iran, mais préfère y entraîner les Etats-Unis et l'OTAN.

Pourquoi Israël veut-il initier une guerre entre les Etats-Unis et l'Iran ?

L'Iran attaque-t-il d'autres pays ? Bombarde-t-il des civils et détruit-il des infrastructures civiles ?

Non. Ces crimes sont commis par Israël et les Etats-Unis.

L'Iran expulse-t-il des gens des terres qu'ils occupent depuis des siècles et les entasse-t-il dans des ghettos ?

Non. C'est ce qu'Israël fait aux Palestiniens depuis 60 ans.

Alors, de quoi l'Iran est-il coupable ?

L'Iran développe l'énergie nucléaire, ce qui est son droit en tant que signataire du Traité de Non-Prolifération (TNP). Le programme iranien d'énergie nucléaire fait l'objet d'inspections par l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), laquelle rapporte constamment que ses inspections ne découvrent aucun détournement de l'uranium enrichi vers un programme d'armement.

La position prise par Israël et sa marionnette à Washington est que l'Iran ne doit pas être autorisé à exercer les mêmes droits dont disposent tous les autres signataires du TNP, parce que l'Iran pourrait détourner l'uranium enrichi à des fins militaires.

Autrement dit, Israël et les Etats-Unis revendiquent le droit d'abroger le droit de l'Iran de développer l'énergie nucléaire. La position US-israélienne n'a aucune base dans la loi internationale ou ailleurs, à part l'arrogance d'Israël et des Etats-Unis [N.d.T. : ainsi que de l'Europe en général et de la France en particulier]. L'hypocrisie est extrême. Israël n'est pas signataire du TNP et a développé illégalement et en douce des armes nucléaires, avec, pour ce que nous en savons, l'aide des Etats-Unis. [N.d.T. : Surtout de la France...]^[1]

Etant donné qu'Israël possède de façon illégale des armes nucléaires et que son gouvernement est composé de fanatiques capables de les utiliser, des sanctions écrasantes devraient être appliquées contre Israël pour le forcer à désarmer.

Il y a une autre raison pour laquelle Israël se qualifie pour des sanctions écrasantes à son encontre. C'est un Etat d'apartheid, ainsi que l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a démontré dans son livre, « Palestine : La Paix, Pas l'Apartheid ».

Les Etats-Unis avaient été en tête de file pour l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud à cause de l'apartheid que pratiquait ce pays. Ces sanctions ont forcé le gouvernement blanc à remettre le pouvoir politique à la population noire. Israël pratique une forme pire d'apartheid que ne le faisait le gouvernement blanc d'Afrique du Sud. Pourtant, Israël soutient que toute critique pour une pratique que le monde considère comme intolérable est de l'« antisémitisme ». Ce qui reste de la Cisjordanie palestinienne, qui n'a pas été volé par Israël, consiste en des ghettos isolés. Les Palestiniens sont coupés des hôpitaux, des écoles, de leurs fermes et les uns des autres. Ils ne peuvent pas voyager d'un ghetto à l'autre sans la permission d'Israël imposée aux postes de contrôle [de l'armée israélienne].

L'explication du gouvernement israélien pour justifier sa violation grossière des droits de l'homme comprend l'une des plus grosses collections de mensonges de l'histoire. Personne, à l'exception des « sionistes chrétiens » américains, n'en croit un seul mot.

Les Etats-Unis se qualifient aussi pour des sanctions paralysantes. En effet, les Etats-Unis sont même surqualifiés : sur la base des mensonges et de la tromperie intentionnelle, du Congrès des Etats-Unis, du public américain, des Nations-Unies et de l'OTAN, le gouvernement étasunien a envahi l'Afghanistan et l'Irak et s'est servi de la « guerre contre la terreur » orchestrée par Washington pour annuler des libertés civiles gravées dans le marbre de la constitution des Etats-Unis. Un million d'Irakiens ont payé de leur vie les crimes de l'Amérique et quatre millions d'entre eux ont été déplacés. L'Irak et ses infrastructures sont en ruine, et les élites professionnelles irakiennes, nécessaires à toute société moderne organisée, ont été tuées ou dispersées. Le gouvernement des Etats-Unis a commis un crime de guerre à grande-échelle. Si l'Iran se qualifie pour l'application de sanctions, alors les Etats-Unis se qualifient mille fois plus.

Personne ne sait combien de femmes, d'enfants et de vieillards ont été tués par les Américains dans les villages d'Afghanistan. Cependant, la guerre d'agression américaine contre le peuple afghan entre à présent dans sa neuvième année. Selon l'armée américaine, une victoire des Etats-Unis n'est pas prête de se produire. L'Amiral Michael Mullen, président de l'état-major US interarmées, a déclaré en août que la situation militaire en Afghanistan est « grave et empire ».

Les Américains les plus âgés peuvent s'attendre à ce que cette guerre se poursuive pour le restant de leur vie, tandis que leurs droits sociaux, de santé et de retraite, sont réduits afin de libérer des fonds pour l'industrie américaine de l'armement. Bush/Cheney et Obama/Biden ont fait de l'industrie des munitions le seul investissement boursier sûr aux Etats-Unis.

Quel est l'objectif de la guerre d'agression contre l'Afghanistan ? Peu après avoir prêté serment, le Président Obama a promis d'apporter une réponse, mais il ne l'a pas fait. A la place, Obama a rapidement intensifié la guerre en Afghanistan et il en a lancé une autre au Pakistan, qui a déjà déplacé deux millions de Pakistanais. Obama a envoyé 21.000 soldats supplémentaires en Afghanistan et, déjà, le commandant des Etats-Unis en Afghanistan, le Général Stanley McChrystal, en réclame 20.000 de plus.

Obama intensifie la guerre d'agression de l'Amérique contre le peuple afghan, malgré trois sondages d'opinion largement couverts par les médias, qui montrent que le public américain est fermement opposé à la poursuite de cette guerre contre l'Afghanistan.

Malheureusement, l'accord en béton armé entre Israël et Washington pour faire la guerre aux Musulmans est bien plus fort que les liens entre le public américain et son gouvernement. A un dîner d'adieu, jeudi dernier, donné en

l'honneur de l'attaché militaire d'Israël à Washington, l'Amiral Mike Mullen, président de l'état-major US interarmées, le sous-secrétaire à la Défense Michele Flournoy et Dan Shapiro, qui est responsable des affaires moyen-orientales au Conseil de Sécurité Nationale, étaient présents pour lui rendre hommage. L'Amiral Mullen a déclaré que les Etats-Unis seront toujours du côté d'Israël. Peu importe combien de crimes de guerre Israël commet. Peu importe combien de femmes et d'enfants Israël assassine. Peu importe combien de Palestiniens Israël chasse de chez eux, de leurs villages et de leurs terres. Si la vérité pouvait être dite, alors, le véritable axe du mal serait les Etats-Unis et Israël.

Des millions d'Américains se retrouvent aujourd'hui sans abri à cause de la saisie de leurs maisons. Des millions supplémentaires ont perdu leur emploi et encore plus de millions d'Américains n'ont aucun accès aux soins médicaux. Pourtant, le gouvernement étasunien continue de dilapider des centaines de milliards de dollars pour des guerres qui ne servent aucun objectif de l'Amérique. Le Président Obama et le Général McChrystal ont adopté la position qu'ils connaissent le mieux : que le public américain aille se faire voir !

Il ne peut être plus clair que le Président des Etats-Unis et l'armée américaine se fichent complètement de la démocratie, des droits de l'homme et de la loi internationale. Ceci constitue une autre raison pour appliquer des sanctions paralysantes contre Washington. Sous les gouvernements de Bush/Obama l'Amérique est devenue un Etat de chemises brunes, pratiquant le mensonge, la torture, le meurtre, les crimes de guerre et la tromperie. De nombreux gouvernements sont complices des crimes de guerre de l'Amérique. Avec le budget d'Obama qui se trouve dans le rouge foncé, les guerres de Washington d'agression gratuite dépendent du financement des Chinois, des Japonais, des Russes, des Saoudiens, des Indiens, des Canadiens et des Européens. A la seconde même où ce financement étranger des crimes de guerre américains s'arrêtera, les guerres d'agression de l'Amérique contre les Musulmans cesseront.

Les Etats-Unis ne sont pas la « superpuissance » éternelle qui peut infiniment ignorer ses propres lois et la loi internationale. Les Etats-Unis finiront par tomber à cause de leur prétention démesurée, de leur arrogance et de leurs objectifs impériaux. Lorsque l'Empire Américain s'effondrera, est-ce que ses responsables seront jugés devant une cour contre les crimes de guerre ?

Notes:

[1] La publication des documents confidentiels de la CIA après 34 ans montre que la première bombe atomique israélienne a été fabriquée en France en 1974 avant d'être transférée dans les territoires occupés. Ces documents sont une très petite partie du volumineux document « Top Secret » préparé en 1974. Malgré leur publication après 32 ans, les autorités américaines n'ont pas encore accès à toutes les informations au sujet de cette bombe. Selon ce rapport, le mot « Top Secret » figurerait sur les chapitres de tout document qui concerne le programme nucléaire israélien

Paul Craig Roberts est l'auteur de la loi Kemp-Roth. Il fut sous-secrétaire au Trésor de l'administration Reagan. Il fut rédacteur en chef adjoint au *Wall Street Journal* et rédacteur à la *National Review*

Article original : "[Why Not Sanctions for Israel?](#) "

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques]

2 septembre

CounterPunch

Source : Questions Critiques

<http://questionscritiques.free.fr/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Paul_Craig-Roberts.020909.htm

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19